

comme compétitrice de la Société fédérative des mécaniciens; la première section canadienne (n° 103) de la nouvelle organisation fut créée à Stratford, Ont., en 1890, et avant la fin de la même année, deux autres sections virent le jour à Montréal (n° 111) et à Winnipeg (n° 122). En raison de son expansion en territoire canadien, le nom de ce syndicat fut changé en 1891; il devint alors l'Association internationale des machinistes. Depuis cette date, les membres Canadiens de cette organisation se sont multipliés; à la fin de l'année 1925, il existait 80 sections locales, ayant ensemble 8,500 membres. Par contre, la Société fédérative ne fit jamais de grands progrès au Canada, son apogée se plaçant en 1919, avec 24 succursales et 3,000 membres. En 1919, des négociations furent ouvertes entre ces deux syndicats en vue d'en effectuer la fusion; comme conséquence de ces pourparlers, la Société fédérative cessa ses opérations tant au Canada qu'aux Etats-Unis à la date du 30 septembre 1920, laissant la totalité du continent nord-américain à l'Association internationale des machinistes.

Une autre organisation ouvrière britannique étendit ses opérations au Canada, ce fut la Société fédérative des travailleurs du bois, qui s'était établie à London, Ont., en 1860, c'est-à-dire 21 ans avant la naissance de la Fraternité unie des charpentiers et des menuisiers, qui est aujourd'hui la principale organisation de ce corps de métiers dans l'Amérique du Nord. Cette fois encore, ces deux groupes jugèrent avantageux de se fusionner; les membres de la Société fédérative devinrent aussi membres de la Fraternité, mais sans détruire les liens qui les unissaient au groupement originaire, en vue des bénéfices matériels à en retirer. En 1922, une décision prise par la Fraternité, interdisait aux membres des sections de la Société fédérative l'accession à certaines dignités dans les conseils de district; de plus, elle refusait de reconnaître l'existence des sections de la Société fédérative formées subséquemment à la mise en vigueur du plan d'unification, ce qui amena une scission. Pour sortir de l'impasse, la Société fédérative envoya une délégation au Canada et aux Etats-Unis, offrant de se fusionner avec la Fraternité. En 1923, cette dernière organisation accorda aux sections de la Société fédérative jusqu'en mars 1924 pour s'unir à elle, avec les mêmes avantages dont elles jouissaient. Cette proposition fut acceptée par toutes les sections ayant leur siège aux Etats-Unis et quelques-unes du Canada. Les sections canadiennes qui refusèrent ces offres, quoique autonomes en fait, furent considérées comme affiliées à l'organisation britannique jusqu'en 1924, date à laquelle les quartiers généraux d'Angleterre accordèrent leur complète autonomie aux filiales canadiennes qui s'organisèrent alors sous le nom de Charpentiers Amalgamés du Canada.

Les trade-unions du Royaume-Uni se trouvant ainsi presque éliminées, les organisations ouvrières nées dans le continent nord-américain s'y développèrent librement. Ces syndicats ouvriers sont pour la plupart affiliés à la Fédération américaine du travail, laquelle est le porte-parole du prolétariat des Etats-Unis, tant dans ses relations avec les patrons qu'avec le pouvoir législatif. Au Canada, l'organisme des syndicats ouvriers en matière de législation est le Congrès des métiers et du travail, en contact étroit avec le mouvement ouvrier universel et constitué surtout par des sections des syndicats internationaux affiliés à la Fédération américaine du travail. Au moyen des facilités qui leur sont accordées par les compagnies de chemins de fer, les membres des unions respectives circulent aisément entre les deux pays et jouissent, au sein de toutes les sections locales, des droits et prérogatives des autres membres. Les adhérents canadiens des syndicats internationaux sont éligibles aux fonctions les plus élevées que peuvent conférer ces syndicats et ces honneurs leur ont été décernés à différentes reprises.